

International Affairs

N° 02 – FÉVRIER 2026

AUDIT ET ASSURANCE

Réforme de la réglementation en matière d'audit

Pas de nouvelles sur le front législatif. D'après AcE, leur dernière publication sur la supervision a suscité de l'intérêt dans différents domaines, notamment le CEAOB et Business Europe.

Un autre sujet qui a été repris est celui des *Audit Quality Indicators*. Le CEAOB, au sein du groupe de travail sur les inspections, a lancé un projet sur les indicateurs de qualité et une approche commune pour les définir. À ce sujet, Accountancy Europe a déjà développé des documents par le passé (une [fiche d'information](#) et un [document de position](#) sur ce sujet en 2022 et 2023 respectivement) sur la façon dont ces indicateurs devraient être développés et les pays qui, au moment de la publication, avaient déjà mis en place un système.

Directive sur la divulgation d'informations en matière de durabilité

Il n'y a pas de nouvelles concernant la transposition de la norme dans les pays qui, à l'époque, n'avaient pas notifié de mesures de transposition (dont l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Luxembourg et le Portugal).

Dans ces pays, des alertes sont encore émises concernant le retard dans l'application de la CSRD. Par exemple, aux Pays-Bas, l'AFM (Autorité des marchés financiers) a analysé l'activité des cabinets d'audit en matière d'information sur la durabilité et souligne quatre aspects principaux :

- La nécessité d'un système solide de contrôle de la qualité.
- La spécialisation des équipes.
- La connaissance du client.
- L'alignement des procédures sur les risques détectés et la matérialité.

Selon cette [même publication](#), la profession est prête pour la CSRD, mais les questions politiques sont la cause des retards.

Réduction des charges administratives

Directive Omnibus I

Au moment de boucler cette édition du Bulletin, le Conseil a adopté la norme Omnibus I qui change la CSRD approuvée en 2022. Le communiqué de presse et le texte final de la norme peuvent être consultés sur le [lien](#) suivant.

[L'ordre](#) du jour de la réunion du Conseil des affaires générales du 24 février, au cours de laquelle le texte convenu et déjà approuvé par le Parlement européen devrait être adopté, a récemment été publié. L'AcE nous a informé qu'une modification linguistique avait été approuvée, mais ce texte n'apparaît ni dans les procès-verbaux ni sur le site web du Parlement européen. Il peut être consulté dans cette [publication LinkedIn](#). Les réseaux sociaux indiquent qu'il s'agit de la raison du retard dans l'approbation par le Conseil européen. Les documents transmis pour approbation au Conseil sont disponibles sur cet [EU law Tracker](#).

Accountancy Europe a rédigé un [document](#) qui résume les nouveautés de cette loi et, en Italie, le CNDCEC a publié [un article](#) sur l'impact de la loi

Omnibus sur les obligations en matière de durabilité et a partagé des commentaires sur l'importance stratégique des rapports de durabilité au sein des PME.

De son côté, la CE, consciente des nouveaux actes délégués que cette réglementation va créer, a envoyé une [lettre au CEAOB](#) sur l'adaptation de la NIAS 5000, qui met à jour le mandat que la CE avait donné au CEAOB pour identifier les éventuels *carve-out* et *add-ons* à la NIAS 5000 pour l'appliquer dans le contexte de la CSRD et dont la priorité a été abandonnée lors de la publication de la proposition Omnibus I. Après l'accord sur l'Omnibus I, la CE revient sur cette demande en ajoutant quelques lignes directrices que cette révision/adaptation devrait respecter (par exemple, supprimer tout ce qui concerne la sécurité raisonnable ou ajouter plus d'informations sur la double matérialité).

En ce qui concerne la procédure du Médiateur européen, la Commission a envoyé une lettre en réponse à la recommandation du 25 novembre, qui suggérerait que l'action de la Commission avait conduit à une mauvaise administration.

[Directive déléguée 2023/2775](#) sur les critères de définition de la taille des entreprises

La Commission a [saisi la Cour de justice de l'UE d'un recours contre l'Espagne et Malte](#) pour non-communication des mesures de transposition de cette directive. Comme indiqué dans les éditions précédentes, la Commission a envoyé des lettres de mise en demeure le 31 janvier 2025 et des avis motivés le 17 juillet 2025. Face à ce qu'elle considère comme un manque d'efforts pour transposer cette norme, la Commission a décidé de porter l'affaire devant la Cour de justice de l'UE.

Small-mid caps (Omnibus IV) 2025/0130 (COD) - RGPD

L'avis du comité IMCO (Marché intérieur et concurrence) a été rendu public. Il élargit le champ d'application des mesures de simplification concernant les obligations relatives au RGPD aux entreprises concernées.

La proposition de la Commission les définit comme des entreprises de moins de 750 employés dont le chiffre d'affaires annuel net ne dépasse pas 150 millions d'euros ou dont le total du bilan ne dépasse pas 199 millions d'euros.

Cette définition comprend certaines limitations supplémentaires et exceptions qui sont détaillées dans l'annexe de la [recommandation 2025/1099 de la Commission](#) du 21 mai 2025.

Dans son rapport, l'IMCO élargit la portée des mesures aux entreprises qui emploient moins de 1 000 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 200 millions d'euros ou dont le total du bilan ne dépasse pas 172 millions d'euros. Ce champ d'application ne couvre pas toutes les mesures de simplification proposées dans la loi Omnibus.

Les autres propositions concernent :

- Plusieurs directives en ce qui concerne la numérisation de l'information.
- Les obligations des opérateurs économiques en matière de processus de diligence raisonnable concernant les piles.

Omnibus numérique (Omnibus VII) COM (2025) 836 et 837

Concernant la proposition qui change la loi sur l'intelligence artificielle, le rapporteur de la commission IMCO a présenté son [projet de rapport](#) qui vise à avoir plus de certitude dans l'application et la précision de certaines obligations. Il a aussi été présenté par la commission JURI ([lien](#)).

Quant à la deuxième proposition (qui concerne, par exemple, le RGPD), elle a été transmise aux commissions de l'opinion, des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et de l'industrie.

Pour compléter ce paquet, la CE a présenté une proposition de révision de la loi sur la cybersécurité pour améliorer les technologies de l'information et de la communication. Ce paquet de mesures complète le paquet numérique de

décembre 2025 et renforce le rôle de l'ENISA (Agence européenne de cybersécurité). [Cybersecurity Package - Questions & Answers | Shaping Europe's digital future](#).

Voici quelques nouveautés concernant l'IA :

- Article sur les entreprises de services d'IA pour les cabinets d'audit américains et l'investissement privé ([lien](#)) (lien vers un article connexe préparé par l'AICPA).
- L'IAASB publie les conclusions de la table ronde sur la technologie et la gestion de la qualité. [Technology Quality Management Roundtables: Outcomes and Next Steps](#).
- eReporting : using AI to simplify EU reporting obligations ([lien](#)) des outils faciles à utiliser pour la traduction et le reporting.
- AcE propose une session enregistrée sur l'IA ([lien](#)).
- Plan 2026 de l'OICV, où la transformation technologique prend de l'importance, tout comme les investissements privés dans les cabinets d'audit ([lien](#)).

D'autres initiatives de simplification comprennent :

- [Consultation](#) sur les fonds de capital-risque, qui inclut une question sur la réduction de la fréquence des audits des fonds de taille moyenne.
- [Adoption par la BCE](#) de la recommandation de la CE sur la simplification des informations fournies aux autorités de surveillance.
- [Consultation publique](#) sur la simplification du prospectus. ([lien](#)).
- [Demande de données](#) pour la future loi Omnibus fiscale.

Investissement privé dans des cabinets d'audit

AcE nous informe de sa participation à la réunion annuelle de l'IFIAR pour présenter les documents qu'elle a publiés sur ce sujet.

Cet article d'Accountant.nl parle des investissements dans les cabinets d'audit aux Pays-Bas ([lien](#)).

Suivi des initiatives liées à l'audit et à l'assurance dans d'autres pays

Tous les textes de cette section sont dans leur langue d'origine.

Italie

- Annonce du Conseil national des experts-comptables et des comptables agréés, « [Comptables. Aux côtés du pays en pleine croissance](#) ».
- Article : [Audit légal : les comptables mettent à jour leur méthodologie](#).

France

- [Position de la Haute Autorité de l'audit](#) (H2A) concernant les communications publiques relatives à l'outil d'enquête « Pack Sondages » (outil d'échantillonnage).
- CAA – CAF – [MISSIONS conjointes](#) – Auditeur des contributions/Commissaire à la fusion et à l'exécution du plan.
- [Convention collective nationale](#) des cabinets d'expertise comptable et d'audit - Décret du 5 février 2026 prolongeant la convention conclue dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'expertise comptable et d'audit (n° 787) ([lien](#) vers la réglementation de référence).

Allemagne

- Nouveau titre IDW [Auditeur informatique IDW : qualification et dates](#).

Pays-Bas

- [Mise à jour des modèles de textes de la NBA](#) : consentement à la divulgation du rapport d'audit.

Royaume-Uni

- Le FRC publie [updated strategic report guidance](#).
- Le gouvernement britannique a annulé un projet de loi qui promettait de réformer le marché de l'audit. ([actualité](#)).

États-Unis

- Changements au sein du PCAOB [SEC names new PCAOB chair and board members | Accounting Today](#).

- *AICPA supports Accounting STEM Pursuit Act legislation*. Proposition visant à inclure la comptabilité/l'audit dans le groupe des sciences et à éviter la perte d'accès au financement pour les étudiants ([lien](#) vers l'article).

Autres nouveautés dans le domaine de l'audit et de l'assurance

- **L'IESBA et l'IAASB** lancent une [enquête commune sur leur stratégie 2028-2031](#).
- **Le CAQ** publie *The Role of the Auditor in Digital Assets: Present and Future*, y [2026 Audit Profession Outlook](#) | *A Post-Disruption Era: Trust, Transparency, and the Audit Profession*.
- **L'IESBA** lance [Global Surveys to Inform its Role of CFOs Initiative](#).
- **Audit Analytics** publie [Fund Audit Fee Trends](#).

INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

En matière de durabilité

ESRS et VSME

L'EFRAG continue de travailler pour fournir des informations relatives à l'application des normes ESRS et VSME révisées et cherche des candidats pour rejoindre le SR TEG ([lien](#)).

- [New educational video series available to navigate VSME implementation](#).
- [Conference report on Draft Simplified ESRS Read More](#).
- **L'EFRAG** calls for expression of interest on VSME digital tools and platforms [Call on Digital Tools](#).

En Allemagne, **l'IDW** envoie [des commentaires au gouvernement fédéral](#) sur la norme pour la présentation volontaire de rapports de durabilité et **l'IPSASB** publie la première norme sur le climat applicable au secteur public ([lien](#) vers le communiqué de presse).

De leur côté, **les autorités européennes et le CEAOB** ont envoyé leurs commentaires à la CE sur la norme ESRS, en mettant l'accent sur des aspects tels que :

- L'incorporation d'informations par référence.
- Les exemptions.
- L'évaluation de la matérialité.
- Les informations complémentaires.
- Les informations dans le résumé exécutif.

En principe, la proposition d'acte délégué devrait être mise en consultation au cours de ce deuxième trimestre.

- CEAOB ([lien](#))
- ESMA ([lien](#))
- EIOPA ([lien](#))
- EBA ([lien](#))
- Accountancy Europe ([lien](#))

Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières MACF

- Document d'Accountancy Europe Changements au MACF (Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières). ([lien](#)).

En ce qui concerne les informations financières

Le règlement (UE) 2026/338 de la Commission du 13 février 2026, modifiant le règlement (UE) 2023/1803 en ce qui concerne la norme internationale d'information financière 18 ([lien](#)) *Présentation et divulgation d'informations dans les états financiers* a été publié au JOUE.

AUTRES SUJETS

AMLA

AMLA

L'autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux [demande des avis](#) sur des mandats clés pour le secteur privé et la supervision harmonisée :

- L'avant-projet de normes techniques réglementaires (RTS) sur les relations d'affaires définit les critères permettant d'identifier les relations commerciales, les transactions occasionnelles et les transactions liées, qui constituent la base structurelle sur laquelle s'appliquent les obligations de diligence raisonnable à l'égard de la clientèle.
- L'avant-projet de normes techniques de réglementation (RTS) sur la diligence raisonnable à l'égard de la clientèle s'appuie sur le cadre réglementaire AML et définit la manière dont les entités assujetties vérifient l'identité du client et assurent un suivi continu de manière proportionnée et tenant compte des risques.
- L'avant-projet de normes techniques de réglementation (RTS) sur la conformité propose une approche commune de surveillance pour évaluer, classer et réagir aux manquements des institutions à leurs obligations en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Consultation sur la manière d'améliorer la transférabilité des compétences professionnelles

Accountancy Europe a [répondu](#) à cette consultation de la CE qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative « skills portability » qui comprend trois actions :

- [Skills portability, action 1 – facilitating worker mobility across the EU through skills transparency and digitalisation.](#)
- [Skills portability, action 2 – facilitating, modernising and expanding recognition processes for regulated professions.](#)
- [Skills portability, action 3 – simplifying the recognition of qualifications and skills of third-country nationals.](#)

AUTRES SUJETS

Présence internationale de l'ICJCE

Nous avons participé à des réunions de :

- **Accountancy Europe** : y compris les réunions de l'exécutif et une réunion du forum de coordination entre les membres.
- **Business Europe** : réunion du Sounding Board.

Vous pouvez consulter les numéros précédents via ce [lien](#)

Bulletin numérique élaboré par l' Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España (Institut des commissaires aux comptes agréés d'Espagne).

www.icjce.es